

ACTEURS

COP24: un marché d'émission de CO2 à renforcer

OLIVIER FERRARI

CEO CONINCO EXPLORERS IN FINANCE

Avec les directives de mise en œuvre de l'Accord de Paris adoptées à la COP24, les gouvernements disposent d'un cadre de transparence détaillé, destiné à promouvoir la confiance entre les pays avec la reconnaissance que tous contribuent à la lutte contre le changement climatique. Une manière uniforme de comptabiliser les émissions de gaz à effet de serre afin de disposer d'un outil d'analyse permettant de prendre des mesures idoines.

Les pays se sont mis d'accord sur la manière d'évaluer collectivement l'efficacité de la lutte contre le changement climatique en 2023 et sur la manière de surveiller et de rendre compte des progrès accomplis en matière de développement et de transfert de technologies.

Ces directives intègrent le fait que des pays ont des capacités et des réalités économiques et sociales différentes tout en constituant le fondement d'une ambition sans cesse croissante.

Au travers des «marchés d'émissions de CO₂» les pays les moins pollueurs peuvent revendre des quotas à ceux qui émettent plus. L'Accord de Paris reconnaît la nécessité de règles mondiales en la matière afin de préserver l'intégrité des efforts de tous les pays et de garantir que chaque tonne d'émissions rejetée dans l'atmosphère soit comptabilisée. Bien que la majorité des pays sont dis-

posés à accepter et à inclure des lignes directrices sur les mécanismes de marché, les différences sur ce sujet n'ont pas pu être surmontées.

La question des mécanismes de marché sera de nouveau sur la table lors de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat (COP25) qui se tiendra au Chili l'année prochaine, le nouveau président du Brésil ayant renoncé à sa tenue dans son pays.

Il serait peut-être aussi utile d'intégrer le négoce des contrats de CO₂ en réduisant les bourses qui agissent en la matière et qui renforcent une spéculation pas nécessairement saine pour atteindre les objectifs souhaités.

PEUT-ÊTRE QUE 2019
SERA UN ENGAGEMENT
POSITIF POUR
UNE PARTICIPATION
AFFIRMÉE
DE NOTRE PAYS.

En dehors des négociations politiques, ce sont près de 28.000 participants qui ont eu des échanges engagés, partagé des idées novatrices, assisté à des manifestations culturelles et construit des partenariats pour des efforts et collaborations intersectoriels. Il était également possible de partager, durant les repas, des points de vue avec un ministre ou un représentant politique de plusieurs pays.

De nombreuses annonces encourageantes ont été faites, comme les engagements financiers en fa-



veur de la lutte contre le changement climatique. L'Allemagne et la Norvège se sont ainsi engagées à doubler leurs contributions au Fonds vert pour le climat. La Banque mondiale a également annoncé que son engagement en faveur de l'action pour le climat passera à 200 milliards de dollars après 2021. De son côté, le Fonds d'adaptation au climat a reçu une contribution totale de 129 millions de dollars.

L'ensemble du secteur privé a fait preuve d'un engagement affirmé à nouveau à la COP24. Plusieurs pays ont fait de cet événement le lieu de passage judicieux pour leurs entreprises qui concrétisent des actions positives. Alors même qu'un Etat comme l'Autriche débattait du sujet et présentait des entreprises actives dans des technologies avec un impact positif sur le changement climatique, la Suisse reste absente dans cette partie active de la conférence. Mais peut-être que 2019 sera un engagement positif dans ce sens, pour une participation affirmée de notre pays. ■